



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS : TOGO
TYPE DE RAPPORT : ANNUEL
ANNEE DE RAPPORT : 2021

Titre du projet: Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo Numéro Projet / MPTF Gateway: IRF 356 N° : 00120376 00120378	
Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input checked="" type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional	Type et nom d'agence récipiendaire : NUNO OIM (Agence coordinatrice) NUNO PNUD
Nom du fonds fiduciaire: Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix	Veillez sélectionner Veillez sélectionner
Date du premier transfert de fonds: 04/03/2020 Date de fin de projet: 04/03/2022 Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ? Non	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF : <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input checked="" type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire): OIM : \$ 1.275 Mio USD (Burkina Faso), \$ 0.5 Mio USD (Bénin), \$ 0.2 Mio USD (Togo) PNUD : \$ 0.9 Mio USD (Bénin), \$ 0.4 Mio USD (Togo) Total PBF : \$ 3.275 Mio USD Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 6166% *JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES*	
Budgétisation sensible au genre : Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : 495,097 USD soit 15% du budget Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant pour les activités dédiées à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes : 310735.39	
Marquer de genre du projet : 1 Marquer de risque du projet : 2 Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »): 2.3 Prévention/gestion des conflits	
Préparation du rapport : Rapport préparé par: Ousname NIANG Rapport approuvé par : Aïssatou GUISSÉ/KASPAR Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport : Oui	



NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :

L'état global de mise en œuvre du projet est de 70%. Cette première phase a surtout permis un processus d'appui technique aux différentes structures impliquées dans la mise en œuvre du projet. Ainsi le projet a permis de fournir un appui technique à l'Observatoire National de Prévention et de Gestion des Conflits Communautaires (ONAPREGECC), l'Observatoire National des Faits Religieux (ONAFAR), la Direction Générale de la Modernisation de l'Etat Civil (DGMEC). A ce stade, 11 cadres de dialogues interreligieux inclusifs ont pu être effectivement installés au Burkina Faso et au Togo en plus de sessions de renforcement de capacités destinées au Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV). Au Bénin, les Systèmes Locaux d'Alerte Précoce (SLAP) ainsi que les Comités Communaux de Paix ont été renforcés. En matière de renforcement de la composante résilience socioéconomique, la collaboration avec le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) au Burkina Faso a permis de former en entrepreneuriat et plaidoyer 132 jeunes (dont 50% de femmes). Au Togo et au Bénin, 535 jeunes et femmes bénéficiaires ont déjà été identifiés pour bénéficier de formations similaires au cours de la dernière phase du projet.

L'accès à l'État civil et la justice a pu aussi être renforcé avec l'accompagnement de 43 centres secondaires d'Etat civil (6 au Burkina, 12 au Togo et 25 au Bénin) qui se traduit par 2200 cartes nationales d'identification et 600 jugements supplétifs fournis au Burkina Faso. La réduction de la perception de l'insécurité s'est également matérialisée à travers l'installation de 20 lampadaires solaires au Togo et l'identification de 19 et 26 espaces publics à éclairés respectivement au Burkina Faso et au Bénin.

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères) :

- Mise en place du système transfrontalier d'alerte précoce sur les conflits communautaires
- Organisation des journées des communautés vivant dans l'espace du projet pour la promotion du dialogue social et inter-religieux ;
- D'organiser des audiences foraines (opération d'établissement de CNI, d'actes de naissance et de jugement)
- Lancement d'une enquête de perception pour appréhender les éventuels effets induits par les actions du projet



POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (Limite de 1500 caractères) :

Le projet a permis de fournir un appui considérable aux différentes structures impliquées dans la mise en œuvre. Au Burkina, l'ONAPREGECC, l'ONAFAR, la DGMEC et le CIPLEV au Togo sont aujourd'hui opérationnelles avec des démembrements actifs au niveau des communes d'intervention du projet. Il en est de même au Bénin pour les SLAP. Au niveau sociétal, les cadres de dialogues communautaires et interreligieux mis en place jouissent d'une bonne reconnaissance avec une inclusion effective de toutes les couches sociales (jeunes, femmes, leaders communautaires et toutes les croyances religieuses). Ceci témoigne de l'intérêt grandissant des acteurs pour la concertation afin de restaurer un environnement propice à la sécurité, la cohésion sociale et la paix. La fonctionnalité des différents démembrements mis en place ainsi que les actions d'autonomisation socioéconomique des couches vulnérables ont permis la mise à disposition d'importants outils aux membres des différents comités locaux mais aussi une meilleure participation des communautés dans les initiatives de prévention et gestion des conflits communautaires. Selon quelques leaders communautaires et responsables d'institutions rencontrés en marge des activités, on note déjà une satisfaction concernant les différentes interventions menées. Les différentes parties impliquées sont de plus en plus conscientes que de telles initiatives à savoir l'amélioration de l'accès aux services administratifs, le brassage interreligieux, l'inclusion sociale des communautés ont la possibilité d'impulser de réels changements. Au Bénin, les actions de dynamisation des CLS, ont permis une très forte prise en compte de la nécessité d'instaurer des cadres de veille préventive autour des différentes menaces et risques de conflits. Il en ressort que certaines communes comme celle de Tanguiéta ont déjà pris le relais du projet pour initier et renforcer les actions de sensibilisation envers les communautés.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :

Au Bénin, les dialogues communautaires menés ont fait ressortir la volonté des populations locales de s'appuyer sur les mécanismes endogènes de prévention des conflits (SLAP), mais aussi de privilégier la participation des femmes dans les différentes stratégies de résolution de conflits et de promotion de la cohésion sociale. Au Burkina Faso, à la suite des sessions de formation en plaidoyer et entrepreneuriat, la plupart des jeunes ont exprimé leur satisfaction quant à cette opportunité qui leur a été offerte. Ils (Elles) estiment avoir acquis de nouvelles connaissances qui commencent à changer leurs perceptions de la réussite sociale tout en leur donnant plus de perspectives et d'opportunités. Ainsi en plus de leur permettre de disposer de revenus, ces interventions pourront également contribuer à réduire les facteurs de vulnérabilités très souvent exploitées par les groupes extrémistes. Ce même constat est aussi partagé par certaines personnes qui ayant bénéficié d'un meilleur accès à des services administratifs avec l'obtention de documents d'identité s'estiment également moins vulnérables à rejoindre ces groupes. Ce regain de participation de la part des communautés aux différentes activités du projet a aussi contribué à renforcer la légitimité des mécanismes locaux qui s'en trouvent renforcés dans leurs différentes attributions pour jouer un rôle de plus en plus important dans la consolidation de la paix. Ainsi la réalisation de leurs plans



d'actions qui ont déjà élaborés durant les sessions de renforcement de capacités, permettront d'aboutir à des effets positifs dans la prévention et la résolution des conflits.

Au Togo, ces cadres de concertation communautaire organisés entre les jeunes et les femmes ont été fortement appréciés par les acteurs car ayant permis de favoriser une compréhension commune sur les défis en matière de prévention des conflits. Ceci a également permis un meilleur rapprochement entre les autorités locales et les membres de la communauté qui à travers ces espaces a permis une meilleure communication pour plus de concertation et de cohésion sociale .

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- *“On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
- *“On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1: Les mécanismes locaux de dialogue, de prévention et de résolution des conflits sont renforcés pour une meilleure prise en charge des facteurs et risques de mobilisation par les groupes extrémistes

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On track**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Au Burkina Faso l'accent a été mis d'une part, sur le renforcement de la présence de l'ONAPREGECC au niveau local à travers la formation et l'installation de ses démembrés dans toutes les 6 communes couvertes par le projet. 120 membres de l'institution ont bénéficié de sessions de formation sur les questions de prévention, d'extrémisme violent et d'identification des risques de radicalisme y compris les méthodes de prévention et de résolution pacifiques des conflits communautaires. A cet effet, le guide de prévention et de gestion de conflits communautaires élaboré en 2015 a été réactualisé et mis à la disposition des acteurs. D'autre part, après le diagnostic et l'appui aux cadres et mécanismes locaux de concertation et de dialogues communautaires et interreligieux qui ont touché au Burkina 187 personnes dont 43 femmes, des sessions de sensibilisation ont été menées autour des thématiques de la cohésion sociale, la tolérance interreligieuse et de la mutualisation des efforts pour promouvoir la cohésion sociale.



Au Togo, des dialogues communautaires avec les jeunes et les femmes ainsi que des dialogues inter religieux se sont tenus en ateliers préfectoraux dans les cinq (5) préfectures couvertes par le projet. 62 jeunes dont 24 femmes de même que 80 leaders religieux ont ainsi acquis des connaissances sur les mécanismes alternatifs de résolution des conflits. Ayant pris conscience de l'importance de la question, ces jeunes ont élaboré à leur tour des plans de restitution de ces dialogues envers les communautés, tout en s'engageant autour de résolutions pour œuvrer à des communautés plus pacifiques et améliorer le vivre ensemble. En plus, 189 membres dont 28 femmes des Comités préfectoraux et communaux de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CPPLEV) ont vu leurs capacités renforcées sur l'approche globale dans la prévention de l'extrémisme violent ainsi que les principes de médiation communautaire et le leadership transformationnel

Au Bénin, six foras impliquant jeunes, femmes et leaders religieux et coutumiers ont été organisés sur les thématiques en lien avec les menaces et risques sécuritaires dans les espaces frontaliers, l'extrémisme violent et le radicalisme, la prévention et la gestion des conflits. Les dialogues tenus dans le cadre de ces foras ont fait ressortir le besoin de renforcer les initiatives de cohésion sociale entre communautés et aussi de rapprochement avec les autorités aussi bien administratives que sécuritaires et un engagement de plus en plus fort des femmes dans toutes les activités en lien avec la consolidation de la paix. De même, une soixantaine de membres des Comités Communaux de Paix (dont une vingtaine de femmes) ont bénéficié d'appui pour l'élaboration de leurs plans de travail annuels et de sessions de renforcement de capacités en matière de prévention de conflits et de lutte contre l'extrémisme violent. Ces Comités ont pu relayer les acquis des différentes sessions de formation reçues, à travers des séances de sensibilisation des populations via les radios communautaires sur les questions de prévention de conflits et d'extrémisme violent.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

Sachant que les jeunes et les femmes sont très souvent les cibles principales des groupes extrémistes menant au radicalisme et à la violence, le projet veille toujours à leur implication effective dans les actions de concertation et de sensibilisation. Aussi, ils occupent une place de choix au niveau des mécanismes et des cadres instaurés par le projet. Par rapport aux dialogues avec les femmes, un module sur le leadership féminin a été développé et a mis un accent particulier sur l'autonomisation de la femme.

Résultat 2: Les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socioéconomique.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **On Track**

Résumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

L'accent a été mis d'une part, sur les actions de renforcement de la résilience économique des jeunes et des femmes et d'autre part, sur l'amélioration de l'accès aux services d'Etat civil. Ainsi au Burkina Faso, le CNJ a permis de sélectionner et former 132 jeunes dont 66 femmes sur le plaidoyer et la gestion des microentreprises. Ensuite, chaque jeune a été placé en stage pratique auprès d'une personne plus expérimentée pour servir de mentor. Le processus de sélection participatif et inclusif a été assuré par les



représentants des organisations locales de jeunes et de femmes ainsi que des autorités. Cela a permis de conduire l'activité en toute transparence malgré la forte demande exprimée par les jeunes (plus de 3000 demandes). Parallèlement, des échanges sont en cours pour identifier une institution de microfinance permettant aux jeunes de disposer de comptes courants pour gérer les subventions qui leur seront délivrées. Au Togo, avec l'appui de l'ANPE, trente-six (36) bénéficiaires individuels et douze (12) coopératives ont été retenus. Tout comme au Burkina, les jeunes qui appartiennent à des corps de métiers divers ont bénéficié d'une formation théorique et pratique (stage) en entrepreneuriat et en développement des plans d'affaire. Un processus similaire est en cours au Bénin. Il convient de noter que l'étude sur les créneaux porteurs d'emplois, a été déterminante dans la définition des critères de sélection des jeunes qui, après une phase de présélection, étaient invités à défendre leurs idées de projet devant des comités locaux constitués à cet effet. Par ailleurs, dans le cadre de l'appui à la prise en charge des enfants et adultes vulnérables victimes ou exposés à la traite et au trafic des êtres humains, l'analyse des données collectées au Bénin fait ressortir que : (i) les cinq communes sont sous la menace des groupes armés. (ii) les actes de traite deviennent de plus en plus récurrents et (iii) il y a nécessité de prendre en charge les populations victimes ou exposées à l'extrémisme violent. L'analyse des données a également permis d'identifier 273 personnes dont 190 femmes vulnérables victimes ou exposés à la traite et au trafic des êtres humains dans un besoin d'assistance.

L'amélioration de l'accès des populations aux services d'état civil s'est matérialisée par le renforcement de 43 centres d'Etat civil dont 6 au Burkina, 12 au Togo et 25 au Bénin en matériels informatiques (tablettes, imprimantes, microordinateurs, clés de connexion, etc.) ainsi que la formation de 44 agents de santé sur les techniques de déclaration numériques des actes d'Etat civil (naissance/décès). La délivrance des cartes d'identité et les audiences foraines organisées ont permis respectivement à 2200 personnes (dont 900 femmes) de bénéficier de CNIB et à 600 personnes (dont 469 femmes) d'actes de naissance. Au Togo, il est prévu la délivrance d'acte de naissance, et de jugement supplétif, certificat de nationalité et carte d'identité nationale à 1600 jeunes.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

Dans la conduite des actions relatives à l'autonomisation financière, le principe de l'égalité des sexes est adopté pour la sélection des bénéficiaires. Pour ce qui est du Burkina Faso, la tranche d'âge de 18 à 35 ans a seulement été fixée pour les jeunes hommes et pas pour les femmes. Des expériences cumulées dans l'accompagnement des jeunes, ont permis de constater que les Activités Génératrices de Revenus initiées par les femmes se sont toujours avérées plus durables. Ceci renforce la prise en compte du genre et de l'autonomisation des femmes dans la mise en œuvre du projet avec au moins 50% de femmes comme bénéficiaires.

Il en est de même pour toutes les activités telles que l'accès aux services d'état civil dont plus de la moitié des bénéficiaires sont des femmes, l'élaboration du projet de fiche de sélection des personnes (enfants et adultes des deux sexes) victimes ou à risques de traite au Bénin. Les premières réflexions avec les acteurs ont recommandé d'accorder la priorité aux prestations administratives et judiciaires particulièrement profitables aux femmes et aux enfants.

Résultat stratégique 3 : La perception de l'insécurité est réduite grâce à un environnement plus sûr



Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **on track**

Resumé de progrès : (Limite de 3000 caractères)

Dans le cadre de ce résultat, l'implémentation du projet s'est focalisée sur les actions d'éclairage des lieux publics. En effet, au Togo, vingt (20) lampadaires ont été installés et remis aux bénéficiaires dans les préfectures de Cinkassé et Tône. Les premières impressions recueillies auprès des populations, ont montré que l'installation de ces lampadaires a contribué à réduire les risques d'insécurité et de criminalité dans ces localités transfrontalières et à a aussi permis d'améliorer la perception des communautés sur la sécurité des personnes et des biens. Cela a également permis de renforcer auprès des populations frontalières, l'esprit d'appartenance à une nation et d'améliorer leur confiance aux autorités du pays. Au Burkina Faso et au Bénin, l'évaluation des besoins est terminée et le processus d'acquisition des lampadaires est lancé.

Au Togo, concernant le renforcement de la confiance mutuelle entre FDS et populations civiles, les actions entreprises se résument essentiellement aux campagnes médicales gratuites prévues dans les préfectures de Cinkassé et de l'Oti-Sud. Les démarches sont avancées pour la tenue, à partir du 20 novembre 2021, des consultations médicales gratuites dans quatre (4) communes bénéficiaires (Cinkassé 1 et 2, Oti-Sud 1 et 2). Ces consultations seront conduites par les médecins militaires et apporteront une assistance sanitaire aux couches défavorisées en ophtalmologie, chirurgie, gynécologie et en consultation dentaire entre autres.

Au Bénin et au Burkina Faso, les prestataires pour l'acquisition et l'installation des kits solaires ont été sélectionnés et les procédures de signature de leur contrat sont en cours, afin que l'installation se fasse dans les meilleurs délais.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat : (Limite de 1000 caractères)

Dans les villages où les lampadaires ont été installés, les sites choisis sont entre autres des écoles, des unités de soins, des points de forage, des marchés et des lieux de réunion qui sont tous utilisés par les hommes et les femmes. Ce qui retrace la prise en compte de l'aspect genre dans la réalisation de l'activité. Les espaces éclairés constituent donc des lieux ou des cadres de rencontre.

Partie III: Questions transversales

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p> <p>Les rencontres périodiques (en virtuelle) ainsi que l'élaboration des rapports mensuels d'activité permettent de voir l'état de réalisation et de suivi des activités ainsi que des indicateurs. A l'interne de chaque pays, des sorties de suivi sont régulièrement conduites par les</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ?</p> <p>Oui, mais pour certains indicateurs les cibles doivent être revues au regard de la Baseline.</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ?</p> <p>Non, l'état actuel de mise en œuvre des activités n'est pas favorable à une enquête générale de perception. Cependant, de enquêtes sommaires sont conduites lors des activités (en pré et post tes) pour comprendre l'intérêt des bénéficiaires</p>
---	--



équipes projet (au moins une sortie par mois) ?. De plus, une tournée a été effectuée dans les trois pays par l'équipe de coordination basée à Ouagadougou.	pour les dites activités. L'enquête de perception se déroulera courant décembre 2021.
Évaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Des rencontres d'harmonisation des outils de collecte et de rapportage ont été organisées sous l'égide de l'équipe de suivi-évaluation du projet mais aucune évaluation proprement dite n'a été organisée.	Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères): Le projet devait se terminer dans les six prochains mois mais une demande d'extension vient d'être introduite au regard du retard. De ce fait, les préparatifs de l'évaluation débiteront dans les prochains mois
Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.	Nom de donateur: Montant (\$): Aucun
Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)	L'enveloppe financière est relativement insuffisante et ne permet pas de mettre en œuvre convenablement toutes les activités prévues parce que certains coûts ont été sous-estimés. A cela s'ajoute l'inflation liée à la covid 19. Pour y palier, une révision budgétaire a été proposée pour suspendre certaines activités et mettre l'accent sur celles jugées prioritaires et pertinentes et capables d'aboutir aux résultats escomptés

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.

- 1) Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

\$0

- 2) Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

0



3) Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

- Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
- Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
- Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
- Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes
- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 Les mécanismes locaux de dialogue, de prévention et de résolution des conflits sont renforcés pour une meilleure prise en charge des facteurs et risques de mobilisation par les groupes extrémistes.	Indicateur 1.1 % de mécanismes locaux dans les zones frontières intégrant régulièrement dans leurs cadres de concertation, des échanges sur les facteurs favorisant la mobilisation par les groupes extrémistes.)	00%	80%	80%	NA	L'indicateur sera évalué à la fin du projet
	Indicateur 1.2 % de mécanismes locaux (de dialogue, de prévention et de résolution des conflits) soutenus qui sont satisfaits des actions de renforcement des capacités (ventilé par pays, par types d'acteurs, par types	0%	95%	95%	100%, les membres de mécanismes qui ont bénéficié des formations ont tous exprimé leur satisfaction quant aux	Une nouvelle évaluation sera faite après que tous les soutiens soient donnés.



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	d'appui -formation, équipement, encadrement).				formations reçues.	
	Indicateur 1.3 % d'acteurs clés interviewés déclarant que le risque de mobilisation des cibles potentiels par les groupes extrémistes est très faible dans leurs communautés. (Ventilé par pays, par type d'acteurs et par genre et par tranche d'âge)	29% (Bénin : 50%, Burkina faso : 37,50%, Togo : 00%)	100%	100%	NA	L'indicateur sera évalué à la fin du projet.
Produit 1.1 Des mécanismes endogènes inclusifs de dialogue, de prévention et de résolution des conflits communautaires sont fonctionnels et efficaces.	Indicateur 1.1.1 % de mécanismes endogènes soutenus (de dialogue, de prévention et de résolution des conflits communautaires) qui réalisent au moins 75% des activités de leurs plans d'actions annuels. (Ventilé par pays).	00	100%	100%	NA	L'indicateur sera évalué à la fin du projet.
	Indicateur 1.1.2 Nombre d'étude de démarrage réalisé.	00	01	1	100%	



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.1.3 Nombre d'acteurs des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits formés sur les mécanismes de prévention et de résolution pacifique des conflits (ventilé par pays, par sexe, par tranche d'âge,)	00	36, soit au moins deux acteurs par mécanisme local de prévention identifié (un homme et une femme si possible)	au moins 36	941%, soit 339 acteurs formés dont 28 femmes et plus de 50% de jeunes	
	Indicateur 1.1.4 Pourcentage d'acteurs des mécanismes locaux de prévention et de gestion des conflits formés ayant réussi à aux l'évaluations finales des formations (ventilé par pays, par sexe, par tranche d'âge)	00%	80%	80%	100%	
	Indicateur 1.1.5 Nombre de mécanismes endogènes bénéficiant d'un appui (technique et financier) pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans annuels d'activités.	0	18	18	73%, soit 13 mécanismes qui ont pour le moment bénéficié du renforcement des capacités de leurs membres.	les appui financiers et autres appuis techniques seront données au cours des mois prochains



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.1.6 Nombre de visites de suivi réalisées à l'endroit des mécanismes endogènes soutenus..	0	36, soit 2 visites par mécanisme.	36	100% (Les 13 mécanismes locaux mis en place ont bénéficié d'une visite chacune)	
	Indicateur 1.1.7 Nombre d'exemplaires de guides de gestion des conflits communautaires reproduit et diffusé (ventilé par types et par)pays).	0	500	500	100%, 500 sont encours de reproduction pour diffusion	
Produit 1.2 L'Administration, les FDS et les populations de la zone coopèrent de façon efficace dans la prévention de l'extrémisme violent et du radicalisme.	Indicateur 1.2.1 Qualité de la coopération population-FDS	Faible	Très bonne		Indicateur non évalué sur la période	activités non encore réalisées
	Indicateur 1.2.2 # comités locaux de prévention mis en place	0	5	5	100%, soit 5 comités au Togo	
	Indicateur 1.2.3 # de membres des comités locaux de prévention formés.	00	125	125	151%, soit 189 membres formés dont 28 femmes	
	Indicateur 1.2.4 # de réseau les comités locaux de prévention	0	01	1	0%	ces comités sont mis en place au Togo et au Bénin. Il reste ceux du Burkina dont la mise en



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
						place est en cours avec l'ONAPREGEC C. Une interconnection entre les comités des différents pays interviendra au cours des mois avenir.
Produit 1.3 Des actions d'information, de sensibilisation et de communication sont menées pour un changement positif de comportement des populations face aux conflits et a l'extremismeextrémisme violent. e	Indicateur 1.3.1 Pourcentage de personnes interviewées déclarant être plus averties des questions d'extrémisme violent et de radicalisation à la suite des actions de sensibilisation (ventilé par pays, par sexe, par tranche d'âge) ;	82,02%0(Bénin :62,29%, Burkina Faso :97,57%, Togo :89,34%)	100%	100%	NA	L'indicateur sera renseigné dans le dernier rapport.
	Indicateur 1.3.2 Nombre de points focaux de l'ONAFAR installés et formés sur leurs tâches, dans la zone d'intervention, (ventilé par payscommune, par type	0	32	32	100%	



FONDS POUR LA
**CONSOLIDATION DE
 LA PAIX**

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	d'acteurs, par sexe, par tranche d'âge)					
	Indicateur 1.3.3 Nombre de sessions de formation/information sensibilisation des leaders religieux sur la cohésion sociale et le vivre ensemble organisé	0	06	4	66,66%	les formations se poursuivront au cours des mois prochains
	Indicateur 1.3.4 Nombre de leaders religieux formés/informés/sensibilisés sur la cohésion sociale et le vivre ensemble (ventilé par payscommune, par type d'acteurs, par sexe, par tranche d'âge)	0	60	60	153%, soit 92 leaders religieux formés/sensibilisés	
	Indicateur 1.3.5 Nombre de caravanes pour la paix organisé avec les leaders communautaires notamment les jeunes et les femmes (désagrégés par commune);	0	15	15	0%	Activité non encore réalisée à cause de la pandémie de COVID 19 interdisant les grands rassemblements.



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.3.6 Nombre d'émissions radiophoniques sur des bonnes pratiques de prévention des conflits communautaires et de l'extrémisme violent diffusé	0	(1 émission hebdomadaire/commune)		15	Une quinzaine d'émissions radiophoniques sont réalisées au Bénin sur les bonnes pratiques de prévention de conflits et d'extrémisme violents
Produit 1.4 Un mécanisme transfrontalier d'alerte précoce et d'intervention sur les facteurs de conflits communautaires et les risques de radicalisation et d'extrémisme violent est opérationnel.	Indicateur 1.4.1 % de messages d'alerte précoce (prêches radicaux, incitations à la violence, etc.) qui ont reçu un traitement approprié pour prévenir le développement des conflits communautaires, la radicalisation et/ou l'extrémisme violent. (Ventilé par pays, types de message)	00%	100%	100%	NA	A renseigner à l'évaluation finale du projet
	Indicateur 1.4.2	0	01	1	00%	Le mécanisme d'alerte précoces est partiellement



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	# de mécanisme transfrontalier d'alerte précoce fonctionnel.					mis en place (au Togo) il sera question de les mettre en contact avec leurs homologues du Benin et du Burkina Faso Le mécanisme d'alerte précoce est également partiellement mis en place au Bénin Fermeture des du Côté Togo et les restrictions liées au mesures relatives à la pandémie de Coronavirus
	Indicateur 1.4.3 # de cadre transfrontalier de concertation entre les communautés de l'espace BBT mis en place	0	01	1	0%, Ce cadre de concertation est partiellement mis en place (au Togo) et sera mise en contact	Fermeture de la frontière du Coté Togo



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					avec ceux du Benin et Burkina une fois sur place	
	Indicateur 1.4.4 # de rencontres du cadre transfrontalier organisées	0	04	4	0%	Le cadre n'est pas encore mis en place au niveau transfrontalier
	Indicateur 1.4.5 # fora sur les questions liées aux conflits communautaires et les défis communs, organisés avec les femmes, les jeunes et les leaders communautaires dans l'espace transfrontalier BBT. (Ventilé par pays, par groupe de cible, par sexe)	0	06 (2 fora jeunes, 2 fora Femmes, 2 fora Leaders religieux et coutumiers)	6	6 fora, soit 100%: Togo: 3 foras (1 Fora Jeune, 1 Fora Femmes, 1 Fora leaders religieux et coutumier); Burkina 3 foras (1 Fora Jeune, 1 Fora Femmes, 1 Fora leaders religieux et coutumier), Bénin 6 foras (2 foras jeunes, 2 foras femmes, 2 foras leaders r ;	



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.4.6 # cadres communaux/départementaux de promotion de dialogue inter-religieux mis en place	0	16 (1 cadre par commune)	16	11 cadres, soit 68% (Togo : déjà 5 cadres préfectoraux et un cadre pour chacune des 12 Commune d'intervention du projet, Burkina 6 cadre communaux)	
	Indicateur 1.4.7 # de sessions des cadres communaux/départementaux de promotion de dialogue inter-religieux organisées.	0	32 (2 sessions par commune/an)	32	17 sessions, soit 53%(5 sessions déjà organisée au Togo et 12 au Burkina. Les dialogues ont été d'abord organisés à l'interne.)	Nous attendons la réouverture des frontières afin d'organiser les activités transfrontalières
	Indicateur 1.4.8 # journées des communautés vivant dans l'espace du projet organisées pour la promotion du dialogue social ;	0	03	03	0%	cela est conditionné par la mise en place des cadres au Bénin et l'ouverture des frontières



	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 2 Les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socioéconomique.	Indicateur 2.1 % de jeunes et de femmes affirmant que leurs capacités socio-économiques leur permettent de faire face à l'influence des groupes extrémistes. (Ventilé par pays, sexe, tranche d'âge)	64,90% (Bénin :58%, Burkina Faso :58,97%, Togo :82,79%)	85%	85%	NA	Indicateur non encore évalué. A évaluer à la fin du projet
	Indicateur 2.2 % de jeunes et de femmes bénéficiaires affirmant que leurs capacités socioéconomiques se sont accrues grâce aux actions du projet ; (Ventilé par pays, sexe, tranche d'âge)	0%	80%	80%	NA	Indicateur non encore évalué. A évaluer à la fin du projet
	Indicateur 2.3 % de jeunes et de femmes qui se sentent mieux impliqués dans les cadres de concertations et dans la gestion de leurs communautés. (Ventilé par pays, sexe, tranche d'âge)	88,84% (Bénin :74,54, Burkina Faso :97,26%, Togo :97,95%)	95%	95%	NA	Indicateur non encore évalué. A évaluer à la fin du projet
Produit 2.1	Indicateur 2.1.1	00%	70%	70%	100%	



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Les femmes et les jeunes sont plus autonomes à travers l'accès à la formation et le renforcement de leurs capacités à développer des activités génératrices de revenus et à améliorer leur employabilité.	% de femmes et de jeunes qui affirment que les actions de renforcement des capacités ont permis d'améliorer leur accès à l'emploi et/ou de développer d'AGR.					
	Indicateur 2.1.2 # de cartographie des secteurs porteurs dans les zones cibles réalisé	00	01	01	100%, la cartographie des secteurs porteurs est réalisée dans les 3 pays.	
	Indicateur 2.1.3 # de jeunes et femmes ayant bénéficiés des sessions d'orientation (désagrégés par pays et par sexe)	0	320 (Bénin 100, Togo 108 et Burkina 120)	320	71% (120 jeunes dont 60 femmes au Burkina Faso et 108 jeunes dont 96 femmes/filles et 12 jeunes hommes au Togo)	Activité non encore réalisée au Bénin
	Indicateur 2.1.4 # de personnes formées (ventilé par pays, par thématique, par sexe, par âge)	0	320 (Bénin 100, Togo 108 et Burkina 120)	320	71% (120 jeunes dont 60 femmes au Burkina Faso et 108 jeunes dont 96 femmes/filles et	Activité non encore réalisée au Bénin



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
					12 jeunes hommes au Togo	
	Indicateur 2.1.5 # de kits d'installation fournis aux jeunes et aux femmes (par pays et par types)	0	100 (Togo= 30 kits, Burkina = 30kits, Bénin =40kits)	100	00%	Les jeunes n'ont pas encore bénéficié des kits. Retard dû d'une part au COVID-19 et d'autre part aux dispositions internes prises pour éviter les détournements.
Produit 2.2 Les populations des zones d'intervention ont un meilleur accès à l'État civil et la justice.	Indicateur 2.2.1 % populations des zones d'intervention, notamment les jeunes et les femmes, qui affirment avoir un meilleur accès aux services d'État civil et de la justice	67,06% (Bénin :61,71%, Burkina Faso : 72,04%, Togo : 68,03%)	70%	70%	NA	A évaluer à la fin du projet
	Indicateur 2.2.2 # de centres secondaires d'Etat civil mis en place par le projet ;	0	18	18	100% (6 centres renforcés au Burkina Faso et 12 centres au Togo)	
	Indicateur 2.2.3	0	au moins 1000	1000	280%, soit 2800 bénéficiaires	



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	# de bénéficiaires de documents d'identité ;				dont 1339 femmes	
	Indicateur 2.2.4 # de services d'Etat civil bénéficiaires d'équipements informatiques et péri-informatiques	0	16	16	112%, soit 18 centres à raison de 6 centres renforcés au Burkina Faso et 12 au Togo	
	Indicateur 2.2.5 # enfants et adultes vulnérables victimes ou exposés à la traite et au trafic des êtres humains pris en charge.	0	2/3 des cas identifiés à déterminer (étude de base)	2/3 des enfants identifiés	00	Activité non encore réalisée
	Indicateur 2.2.6 Pourcentage de population de la zone touchée par la vulgarisation ;	0%	75%	75%	00%	Activité non encore réalisée
Résultat 3 La perception de l'insécurité est réduite grâce à un environnement plus sûr	Indicateur 3.1 % de personnes enquêtées (civiles et de FDS) qui affirment que la coopération entre les deux camps est satisfaisante dans le cadre de la sécurisation de l'espace BBT, et que les droits humains sont respectés.	00%	80%	80%	NA	A évaluer à la fin du projet



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	(Ventilé par pays, par catégorie de personne – civils/SDF, par sexe et par âge)					
	Indicateur 3.2 % de personnes (civiles/FDS) interrogées qui se sentent physiquement très en sécurité avec leurs familles dans l'espace BBT tout le temps.	90,03%, (Bénin : 96,29%, Burkina Faso : 91,19%, Togo : 79,81%)	95%	95%	NA	A évaluer à la fin du projet
	Indicateur 3.3 Taux de diminution des cas de violation des droits humains par les FDS dans la zone d'intervention de l'espace BBT.	0%	-50%	-50%	NA	A évaluer à la fin du projet
Produit 3.1 La confiance mutuelle et la coopération entre les populations, les autorités et les FDS sont renforcées à travers des mécanismes de dialogue permanents.	Indicateur 3.1.1 % de personnes interviewées dans la zone d'intervention BBT qui affirment que les mécanismes de dialogue instaurés ont contribué à renforcer la confiance mutuelle et la coopération	0%	80%	80%	NA	A évaluer à la fin du projet



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Étapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	entre les populations, les autorités et les FDS					
	Indicateur 3.1.2 Taux d'augmentation de l'utilisation des services de santé des FDS par les personnes civiles dans la zone d'intervention BBT ;	0%	30%	30%	NA	A évaluer à la fin du projet
	Indicateur 3.1.3 # de journées portes-ouvertes organisé, sur les rôles et missions des FDS au profit des populations	0	32 (1/commune/an)	32	0%	Activité non encore réalisée
	Indicateur 3.1.4 # de journées de cohésion sociale organisé, entre les populations civiles et FDS (Par pays, types d'activités réalisées)	0	32 (1/commune/an) selon les pays d'intervention	32	0%	Activités non réalisées
	Indicateur 3.1.5 # d'activités d'intérêt public pilotés par les FDS au profit des populations ;	00	32 (1/commune/an)	32	0%	Activités non réalisées
Produit 3.2 La perception des communautés de la sécurité des personnes et des biens dans les	Indicateur 3.2. % personnes interrogées qui expriment leur satisfaction par rapport aux actions de sécurisation	0%	80%	80%	NA	A évaluer à la fin du projet



FONDS POUR LA
CONSOLIDATION DE
LA PAIX

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
lieux publics à risques de l'espace BBT est améliorée grâce à l'éclairage public .	des lieux publics à risques de l'espace BBT					
	Indicateur 3.2.1 # de cartographies des lieux publics à risque et des besoins des populations en matière de sécurité réalisés. (Ventilé par pays))	00	03	03	100% A l'issue des cartographies, 53 espaces ont été identifiés dont 8 au Togo, 26 au Bénin et 19 au Burkina	
	Indicateur 3.2.2 # de kits solaires acquis pour éclairage publiques (Ventilé par pays)	A déterminer selon la disponibilité financière	A déterminer selon la disponibilité financière		20 kits sont déjà installés au Togo.	Activité non encore réalisée au Burkina et au Bénin
	Indicateur 3.2.3 # d'espaces publiques éclairés par des kits solaires, à travers des activités de cash	0	18, au moins un lieu/commune	18	2 espaces publics ont été éclairés au Togo à travers les activités de cash les jeunes ont installés les lampadaires	Activité non encore réalisée au Burkina et au Bénin